

L'IDENTITÉ LOCALE

PRÉSENTATION

PAR

François RANGEON

Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne

A l'Est comme à l'Ouest, la question de l'identité locale est à l'ordre du jour. D'un côté, la chute du communisme a provoqué un réveil - parfois brutal - des identités locales et posé avec une acuité nouvelle la question des droits des minorités. De l'autre, l'ouverture des frontières au sein de l'Union Européenne et le développement des politiques communautaires en faveur des régions ont favorisé la reconnaissance progressive des régions comme acteurs à part entière sur la scène européenne.

Dans les deux cas, les aires d'identification des individus se sont multipliées et l'Etat n'apparaît plus comme le principal maître d'oeuvre de la construction identitaire. L'actualité témoigne ainsi de la diversification des stratégies identitaires des individus et des groupes. Mais elle révèle aussi les dangers d'une dérive identitaire lorsque le processus d'identification débouche sur une logique d'exclusion et de discrimination et même, dans certaines hypothèses, sur des pratiques de «purification ethnique».

Cette actualité tragique doit nous inciter à la prudence dans le maniement de la notion d'identité locale. Toute utilisation de la notion d'identité locale suppose en effet une critique préalable de cette notion. Bien que la polysémie de cette notion défie toutes les analyses, l'identité locale n'en est pas moins l'objet de multiples usages politiques qui ne peuvent laisser le politologue indifférent. Le flou qui entoure cette notion la rend en effet *particulièrement*

*apte à intégrer les mythes politiques modernes*¹.

Conçue comme «une trajectoire» (M. Foucault), «une suite d'interrogations sans fin» (F. Braudel), l'identité est un processus et non un état. L'identité locale est ainsi une construction permanente, ce qui interdit de la réduire à ses éléments dits «objectifs» (un territoire, une langue, un ordre normatif...) ou «subjectifs» (un sentiment d'appartenance, une volonté de vivre ensemble, une revendication du droit à la reconnaissance d'un particularisme...). Au-delà de la multiplicité des acceptions, les usages politiques de l'identité locale indiquent une oscillation entre deux approches principales. La première, à dominante culturelle, est essentialiste, tournée vers le passé ; elle vise la reconquête d'une identité unique et homogène. La seconde, à dominante politique, est tournée vers l'avenir et repose sur une conception pluraliste d'identités associées en réseau et engagées dans un mouvement d'ajustement mutuel.

L'identité est dite «locale» par référence à un espace approprié, identifié par ses habitants. Mais chaque individu est partagé entre plusieurs identités, aucune ne permettant de le définir de façon exclusive. Si l'identité locale peut être définie par la géographie, par l'histoire, par la culture, par l'économie ou encore par le rapport affectif et intime qui relie l'individu à l'espace, le risque n'est-il pas précisément de privilégier l'une ou l'autre de ces entrées au détriment des autres ?

Chacune des contributions ici rassemblées apporte une illustration des ambivalences de l'identité locale. S'interrogeant sur les conditions d'une approche sociologique de la notion d'identité régionale, C. Wagnon analyse les processus par lesquels les individus s'approprient un espace et s'y identifient. Il dégage les liens entre les notions de territoire et de sociabilité et souligne l'ambiguïté du concept de local, à la fois espace de liberté et «*piège où vient échouer le mouvement de la vie*». La contribution d'E. Dupoirier et H.D. Schajer apporte un autre éclairage sur la dualité de l'identité régionale. A partir des enquêtes conduites par l'O.I.P., les auteurs discernent deux modèles d'identité régionale, «*le modèle de réinvestissement généalogique*», fondé sur une réécriture de l'histoire régionale et «*le modèle de la dynamique identitaire*» projeté vers le futur et visant à construire de toutes pièces de nouvelles identités.

Situant la réflexion au niveau européen, l'étude d'A. Fenet permet de distinguer les notions d'identité locale et de minorité. L'auteur insiste sur le caractère contrasté du développement des identités régionales en Europe et sur la modestie des réalisations européennes en matière de protection des minorités. En dépit des discours sur «L'Europe des régions», l'Etat demeure l'acteur le plus important.

1. Taguieff (P.-A.), «L'identité nationale saisie par les logiques de racisation. Aspects, figures et problèmes du racisme différentialiste», *Mots*, n° 12, 1986, p. 92.

Le rôle de l'Etat est pourtant contesté dans de nombreux pays de l'ancien bloc communiste. En Pologne, la revendication identitaire fut une des composantes de la critique du communisme. L'article de K. Wodz montre que la dynamique identitaire présente aujourd'hui deux formes distinctes : une dénonciation politique du centralisme étatique et une revendication culturelle de reconnaissance des spécificités locales. L'étude de J. Wodz, consacrée aux régions transfrontalières de l'Europe centrale et orientale, confirme cette double dimension, culturelle et politique, de l'identité locale. On assiste en effet dans ces régions au développement de tendances xénophobes liées à la crise économique et à la montée du chômage, les conflits culturels se doublant ainsi de conflits politiques et sociaux.

Si les passions identitaires resurgissent en Pologne et dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale, la Russie connaît quant à elle une véritable «fièvre» autonomiste. A. Gazier montre que depuis la chute du communisme, l'écart s'est creusé entre les «régions», territoires de la Russie qui restent soumis au pouvoir central, et les «Républiques» qui sont parvenues à accroître leur autonomie. Malgré l'existence de fortes pressions indépendantistes dans certaines Républiques, l'auteur souligne la persistance des pratiques centralisatrices et l'absence de véritable mouvement régionaliste en Russie.

Au total, ces différentes contributions témoignent des incertitudes qui règnent autour de la notion même d'identité locale. Face au déclin des modes traditionnels d'affiliation - la famille, la profession, le syndicat, le parti, l'Etat... - l'identité locale est-elle une réponse appropriée aux attentes des individus qui ont perdu leurs repères identitaires ? La proclamation de la priorité de l'identité locale sur les autres formes d'identité ne conduit-elle pas à percevoir l'espace politique à travers le prisme de «*catégories identitaires négatrices de l'autonomie du politique*»² ? Certains usages politiques de l'identité locale sont susceptibles de mettre en cause la nature même du lien civique en contestant le modèle républicain de citoyenneté fondé sur la distinction du politique et de la culture.

2. Zawadski (P.), «La Pologne partagée entre l'»être» et le «faire», in Burgi (N.) et al., *Fractures de l'Etat-nation*, éd. Kimé, 1994, p. 59.